

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME



Succès Infranationaux:

LEÇONS TIRÉES DES JURIDICTIONS
DES FORÊTS TROPICALES



Decembre 2024

Photo de couverture

© IDH Indonesia

About UNDP – Le PNUD

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org ou suivez @UNDP

Sur le Climate Promise du PNUD

L'initiative Climate Promise du PNUD est le plus grand portefeuille du système des Nations Unies, travaillant avec plus de 140 pays et territoires et bénéficiant directement à 37 millions de personnes. Ce portefeuille met en œuvre plus de 2,3 milliards de dollars de subventions et tire parti de l'expertise du PNUD en matière d'adaptation, d'atténuation, de marchés du carbone, de climat et de forêts, et de stratégies climatiques. Visitez notre site web à climatepromise.undp.org et suivez-nous @UNDPClimate.

À propos de cette publication

Ce rapport a été préparé par le Pôle du Climat et Forêts du PNUD avec le financement du gouvernement norvégien. Nous remercions particulièrement le Groupe de travail GCF pour ses révisions approfondies des versions précédentes, en particulier le Secrétariat du Groupe de travail GCF et les directeurs nationaux.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies et du PNUD, ni celles des donateurs et des États membres des Nations Unies.

Copyright ©UNDP 2024.

Tous droits réservés. One United Nations Plaza, New York, NY, 10017, U.S.A.



NICFI

Norway's
International Climate
and Forest Initiative



Norad

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	1
Introduction	4
Impact du Norway Pledge	7
Surmonter les défis	17
Leçons tirées	21
Huit facteurs de réussite pour l'impact	30
Modèle de collaboration entre ONG et l'état	28
La voie à suivre	31
Annexe I: Tableau d'Impact	31
Annexe II: Plans, Stratégies, et Réglementations REDD+/LED	35
Annexe III: Subventions de la Phase de Préparation	43
Annexe IV: Subventions de la Phase de Mise en Œuvre	48

En matière d'action climatique, les initiatives visant à soutenir les gouvernements infranationaux ont reçu beaucoup moins d'attention que celles au niveau national. Pourtant, c'est au niveau infranational que les décisions relatives aux forêts et à l'utilisation des terres sont souvent prises et à une échelle plus proche des communautés qui vivent dans les forêts et en dépendent, en particulier les peuples autochtones. Lorsqu'elles sont bien menées, les actions à ce niveau peuvent avoir un impact significatif sur le terrain. Les gouvernements infranationaux peuvent incuber et innover des approches, en testant de nouvelles idées pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les actions climatiques infranationales (et les éventuelles réductions d'émissions) peuvent alimenter un processus national qui contribue en fin de compte aux objectifs climatiques nationaux, y compris les contributions déterminées au niveau national (CDN). Les résultats de l'évaluation de l'engagement du gouvernement norvégien auprès du Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (Groupe de travail GCF) démontrent que, si les conditions adéquates sont réunies, un financement ciblé d'initiatives au niveau infranational peut avoir un impact considérable.

Huit facteurs de réussite pour l'impact

L'examen final des phases de préparation et de mise en œuvre du financement du Groupe de travail GCF a révélé que les juridictions qui ont eu le plus d'impact ont présenté plusieurs ou tous les facteurs de réussite suivants :

01

Partenariats complémentaires entre la société civile et l'administration publique

02

Concentration sur la compréhension des facteurs spécifiques de la déforestation et de la dégradation des forêts au niveau infranational

03

Construction sur une base de politiques et de programmes établis pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts

04

Développement d'un cadre au niveau de l'état avant de promouvoir les projets de carbone forestier

05

Engagement fort du gouverneur de l'état dans l'agenda climatique et forestier, y compris sa participation personnelle aux actions du Groupe de Travail GCF.

06

Dialogue et collaboration intersectoriels entre les secrétariats d'État et les agences de développement régional

07

Engagement des secrétaires d'état et des fonctionnaires dans l'expérimentation et l'innovation grâce à des processus des processus REDD+/(LED)

08

Engagement avec les niveaux inférieurs de gouvernement, y compris les municipalités et les districts

Stratégies et plans d'investissement des administrations

Lors de la réunion annuelle du Groupe de travail GCF en 2015 à Barcelone, en Espagne, le gouvernement norvégien s'est engagé à verser 24 millions de dollars pour aider les juridictions membres à conserver et restaurer les forêts, ce qui est connu sous le nom de « Norway Pledge ». Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a ensuite été sélectionné par l'Initiative internationale de la Norvège pour le climat et les forêts (NICFI) pour administrer ces fonds à travers le réseau du Groupe de travail GCF de 2018 à 2023 à travers deux tranches:

- Une première « **phase de préparation** » axée sur l'élaboration de stratégies REDD+/LED et de plans d'investissement dans les 35 juridictions tropicales membres du Groupe de travail GCF en 2018 ;
- Une « **phase de mise en œuvre** », avec des subventions du Fonds d'innovation accordées à un sous-ensemble de juridictions qui ont passé la phase de préparation et présenté des propositions particulièrement convaincantes, uniques et axées sur les résultats.



Photo: IDH Indonesia

Lorsque ce financement a pris fin, 31 états et provinces avaient progressé dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie REDD+ et LED ou avaient mis à jour leur stratégie existante. Dix-huit juridictions ont également élaboré un plan d'investissement chiffré et limité dans le temps pour financer leurs actions REDD+/LED. De nombreuses juridictions ont franchi des étapes importantes dans la création de systèmes REDD+ juridictionnels, telles que la rédaction de nouvelles lois et réglementations REDD+ et climatiques, l'établissement et la réactivation de forums de parties prenantes, et le développement de cadres de sauvegarde. Trente juridictions sur 35, soit 86 pour cent, ont utilisé ces stratégies pour obtenir des financements supplémentaires (annexe I).

Ce rapport est basé sur une évaluation finale et indépendante de la performance du Norway Pledge et des juridictions du Groupe de travail GCF. Il détaille l'impact de ces interventions, ainsi que les bonnes pratiques et les enseignements tirés, et fournit des conclusions sur la voie à suivre pour soutenir les efforts des juridictions infranationales en vue de réduire la déforestation et la dégradation des forêts, tout en promouvant un développement à faibles émissions qui profite aux populations vivant dans ces états et provinces.

MESSAGES CLÉS



Les donateurs doivent fournir un investissement stratégique dans les programmes de développement à faibles émissions des juridictions infranationales. Cet investissement doit être à long terme, réaliste, suffisamment diversifié pour financer des interventions multiples, souple et réactif aux besoins de l'état, et basé sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience.



Le modèle de collaboration état-ONG piloté dans les 35 juridictions forestières tropicales dans le cadre du Norway Pledge devrait être reproduit dans les interventions futures, en prêtant attention aux facteurs de réussite qui ont conduit à des relations durables et mutuellement bénéfiques.



Des liens étroits avec les processus REDD+/LED nationaux et le soutien de partenaires nationaux plus compétents (gouvernementaux et non gouvernementaux) sont essentiels.



La rotation administrative étant un phénomène régulier au niveau juridictionnel, il est essentiel que les nouveaux gouverneurs et administrations bénéficient d'investissements stratégiques afin de garantir la pérennité des acquis de leurs prédécesseurs. Entre 2023 et 2024, près de la moitié des juridictions du Groupe de travail GCF ont changé de dirigeants : 20 nouveaux gouverneurs ont été élus, apportant un nouveau leadership juridictionnel au plus haut niveau ainsi que leurs principales nominations politiques (secrétaires à l'environnement, par exemple).



Le travail du secrétariat du Groupe de travail GCF et des directeurs nationaux a été essentiel pour renforcer et enrichir le travail des juridictions, tout comme l'a été le soutien du PNUD, en particulier par le biais de la coordination au niveau national pour partager les connaissances, tirer parti du soutien politique, établir des liens avec les acteurs nationaux et coordonner les juridictions pour qu'elles agissent collectivement.



Le secrétariat du Groupe de travail GCF et les directeurs nationaux ont besoin d'un financement à long terme pour maintenir et développer le travail unique du réseau.



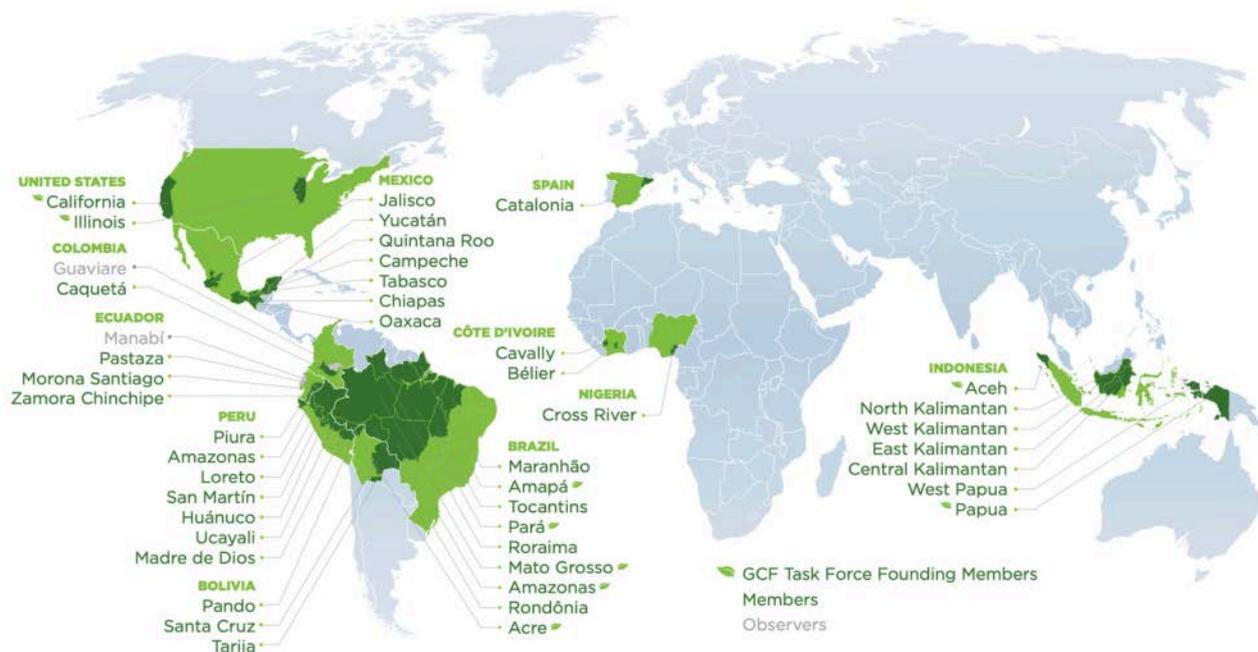
Le réseau du Groupe de travail GCF devrait être ciblé pour de nouvelles recherches sur les impacts quantitatifs et qualitatifs du REDD+ juridictionnel (JREDD) et de l'approche juridictionnelle, avec la diffusion des résultats afin de sensibiliser aux réussites et d'obtenir des financements pour maintenir les actions infranationales.

Introduction

Groupe de travail GCF : une initiative unique

Lancé en 2009, le Groupe de travail GCF est une collaboration infranationale unique de 43 états et provinces de 11 pays qui s'efforcent de mettre en place des programmes solides à l'échelle des juridictions pour REDD+ et le développement à faibles émissions et de relier ces programmes aux financements publics et privés. Plus d'un tiers des forêts tropicales du monde se trouvent dans les états et provinces membres du Groupe de travail GCF, y compris la totalité de l'Amazonie brésilienne, la grande majorité des forêts du Pérou et plus de 60 percent des forêts tropicales de l'Indonésie et du Mexique.

Le Groupe de travail GCF opère à la fois au niveau politique et au niveau technique : il cherche à exploiter et à soutenir le leadership politique des gouverneurs engagés dans la lutte contre le changement climatique et la déforestation, tout en renforçant les fonctionnaires et leurs partenaires de la société civile qui sont si importants dans les efforts quotidiens pour construire et maintenir des programmes juridictionnels réussis. En renforçant et en améliorant les multiples réseaux d'acteurs qui se chevauchent et qui sont impliqués dans la mise en place de programmes étatiques et provinciaux pour un développement à faibles émissions, le Groupe de travail GCF joue un rôle essentiel dans l'effort international plus large pour protéger les forêts, réduire les émissions et améliorer les moyens de subsistance. Les directeurs nationaux du Groupe de travail GCF jouent un rôle clé dans l'organisation du dialogue et la promotion d'actions intersectorielles visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts et à renforcer le développement économique durable et les moyens de subsistance.



Graphique 1 : Les 43 juridictions membres du groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (2024)

L'approche du Norway Pledge

En 2015, le gouvernement norvégien, par l'intermédiaire de le NICFI, s'est engagé à verser 24 millions de dollars au Groupe de travail GCF pour soutenir les efforts des juridictions infranationales visant à lutter contre le changement climatique, à réduire la perte et la dégradation des forêts et à améliorer les moyens de subsistance. De 2018 à 2023, le Norway Pledge a été géré par le PNUD en étroite collaboration avec le Secrétariat du Groupe de travail GCF et les directeurs nationaux.

Le Norway Pledge s'est déroulé en deux tranches. Une première **phase de préparation** axée sur l'élaboration de stratégies REDD+ et LED et de plans d'investissement, et une seconde **phase de mise en œuvre** au cours de laquelle des subventions du Fonds d'innovation ont été accordées sur une base concurrentielle à un sous-ensemble de juridictions. La théorie du changement du Groupe de travail GCF part du principe que les principaux défis auxquels sont confrontés les efforts de protection des forêts et de réduction des émissions de gaz à effet de serre à grande échelle sont la fragmentation politique et juridique à plusieurs niveaux de gouvernance, les incitations et le soutien limités dont bénéficient les dirigeants politiques et les fonctionnaires pour se concentrer sur l'utilisation durable des forêts et des terres, ainsi que le manque de capacités institutionnelles. C'est au niveau infranational que sont élaborées et mises en œuvre de nombreuses politiques et mesures ascendantes visant à lutter contre les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le raisonnement est que les gouvernements, en particulier les gouvernements infranationaux, sont les seuls acteurs qui peuvent prendre des décisions politiques et juridiques clés (et fournir des incitations) pour s'attaquer aux facteurs de la déforestation. Il s'agit notamment de faire respecter la loi lorsque la déforestation est illégale, de reconnaître les droits des peuples Autochtones sur les territoires, de gérer les terres forestières de l'état pour protéger et restaurer le couvert forestier, de réglementer les industries du bois, d'ajuster les politiques fiscales nationales, de se débarrasser des subventions à effet pervers et d'aligner les allègements fiscaux.

L'hypothèse est que l'obtention d'un soutien politique de haut niveau pour cet agenda au niveau infranational, le renforcement des capacités intersectorielles du secteur public, le renforcement des partenariats avec la société civile et l'optimisation des paiements basés sur les résultats contribueront à la réalisation des objectifs nationaux et internationaux, y compris les CDN dans le cadre de l'Accord de Paris et les objectifs REDD+ nationaux. L'approche juridictionnelle de REDD+ et du développement à faibles émissions (voir l'encadré Terminologie) offre également d'importantes possibilités d'expérimentation et d'innovation politique, y compris des partenariats avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, les peuples Autochtones et les communautés traditionnelles. L'approche de l'inclusion sociale et du genre cherche à promouvoir une gouvernance forestière infranationale forte qui s'engage de manière transparente et garantit le partage des bénéfices avec les peuples autochtones, les communautés locales et les femmes.

Il convient de noter que le présent rapport n'examine pas en détail le rôle du Secrétariat du Groupe de travail du GCF ni des Directeurs Nationaux, ni n'évalue leurs activités mondiales et régionales essentielles, car celles-ci n'ont pas été incluses dans le Norway Pledge. Toutefois, il est fait référence à leur contribution significative aux résultats et à la nécessité d'un soutien continu pour maintenir et renforcer leur rôle. Ce rapport ne couvre pas non plus le financement supplémentaire de la Norvège (1,8 million de dollars) pour un projet régional visant à aider les neuf états de la région de l'Amazonie légale brésilienne à se conformer à l'Architecture pour les transactions REDD+ (ART), au standard d'excellence environnementale REDD+ (TREES) et à accéder au financement en utilisant ce standard, notamment par l'intermédiaire de la coalition Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance (LEAF). Les activités sont en cours et les résultats seront inclus dans une future publication.

Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+)

REDD+ est un mécanisme qui contribue à l'atténuation du changement climatique en protégeant et en renforçant les stocks de carbone dans les forêts tropicales, grâce à la création de cadres financiers et institutionnels qui permettent de réduire véritablement les émissions tout en bénéficiant aux moyens de subsistance locaux et à la biodiversité. Une cinquantaine de pays ont des programmes REDD+ en cours, à différents stades de développement, et plus de 350 projets REDD+ ont été lancés à ce jour.

REDD+ juridictionnel (JREDD)

Le concept originel de REDD+ prévoyait que le mécanisme ne fonctionnerait qu'au niveau national ou infranational « juridictionnel », connu sous le nom de JREDD. Parallèlement, des projets REDD+ basés sur des sites sont apparus, qui ne couvrent généralement qu'une partie d'une juridiction et sont développés indépendamment des gouvernements juridictionnels. Le JREDD peut prendre en compte ces projets au niveau du site grâce à l'emboîtement (REDD+ emboîté), qui permet aux juridictions s'engageant dans le marché volontaire du carbone de comptabiliser les crédits de carbone déjà réclamés au niveau du projet. Le PNUD apporte son soutien au JREDD et au REDD+ imbriqué.

Le développement à faibles émissions (LED)

Trouve son origine dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée à Rio de Janeiro en 1992, qui a adopté le terme de « stratégies de développement à faibles émissions » (également connues sous le nom de stratégies de développement à faibles émissions de carbone ou de plans de croissance à faibles émissions de carbone). Ce concept décrit généralement des plans ou des stratégies de développement économique nationaux tournés vers l'avenir qui englobent une croissance économique à faibles émissions et/ou résiliente au changement climatique. Dans le contexte du Norway Pledge, le concept a été appliqué à la planification du développement économique au niveau infranational (en particulier par les gouvernements régionaux au Pérou).

Le changement transformateur

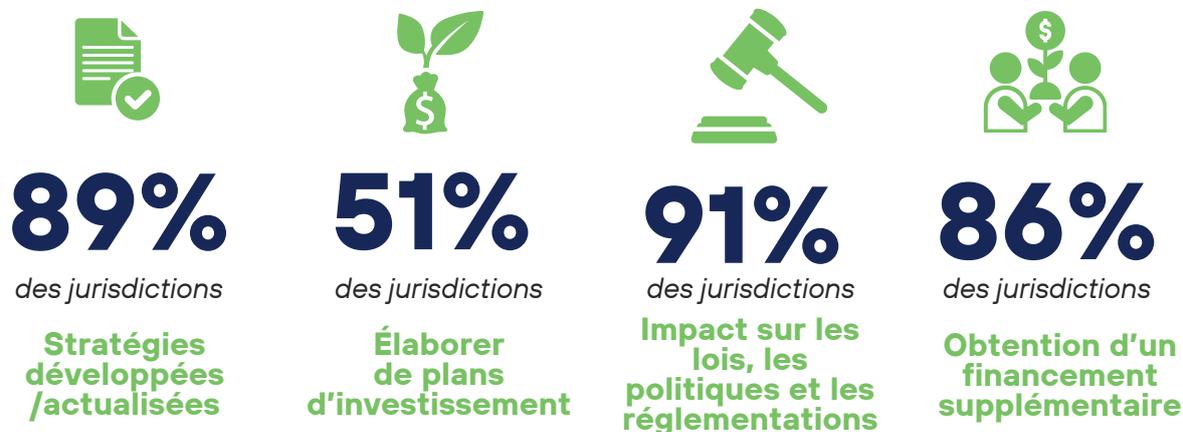
La plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) définit le changement transformateur comme une réorganisation fondamentale, à l'échelle du système, des facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris des paradigmes, des objectifs et des valeurs, nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, à une bonne qualité de vie et au développement durable. En termes plus simples, le changement transformateur signifie que l'on fait les choses différemment, que l'on ne se contente pas de faire un peu plus ou un peu moins d'affaires comme d'habitude, mais que l'on s'engage dans un changement stratégique, systémique, qui modifie les normes et les règles sociales, qui peut être étendu et qui influence les autres par l'exemple. Le changement transformateur peut commencer à petite échelle, mais il a vocation à se généraliser.

Impact du Norway Pledge

Le Norway Pledge a été le premier et le seul programme de financement à grande échelle à ce jour à cibler les juridictions infranationales. Avec 24 millions de dollars, il s'agissait d'une subvention relativement modeste comparée aux 5,6 milliards de dollars promis à REDD+ depuis 2008, dont environ 3 milliards ont été approuvés pour des activités REDD+.¹ Il est essentiel de comprendre l'impact d'un tel financement ciblé pour guider les actions futures des donateurs ainsi que les activités et les approches adoptées par les juridictions infranationales elles-mêmes. Les juridictions qui ont reçu le soutien du Norway Pledge estiment qu'il a frappé plus fort qu'on ne le prévoyait en termes de changements créés et d'impact de ce financement initial.

Sur un total de 35 juridictions ayant bénéficié de la phase de préparation du Norway Pledge, 31 juridictions ont utilisé ces fonds pour développer ou mettre à jour une stratégie REDD+/LED ; 18 juridictions ont développé un plan d'investissement ; les efforts de 32 de ces juridictions ont eu un impact direct sur les lois, les politiques et les réglementations ; tandis que 30 des 35 juridictions ont tiré parti de ce processus pour obtenir des financements supplémentaires (Graphique 2).

IMPACT DU FINANCEMENT DE PRÉPARATION



Graphique 2 : Impact global de la phase de préparation du Norway Pledge sur 35 juridictions

¹ ODI et Heinrich Böll Stiftung Washington, DC (2023), Climate Financing Thematic Briefing: REDD+ Finance, disponible à l'adresse <https://us.boell.org/sites/default/files/2023-03/cff5-2023-eng-redd.pdf>

Changement transformateur dans l'état de préparation des juridictions

Le financement de la préparation a été essentiel pour aider les membres du Groupe de travail GCF à développer ou à mettre à jour leurs outils de planification et de financement REDD+. Pour de nombreuses juridictions, l'obtention du financement de la préparation (un montant relativement modeste de 400 000 dollars par état/province/région/département) a été une réalisation importante qui a permis de combler une lacune essentielle dans les réponses des états à la crise du climat et de la déforestation. En outre, les processus eux-mêmes ont favorisé la coordination des parties prenantes dans la juridiction pour discuter des questions de déforestation et de dégradation des forêts, souvent pour la première fois. Ce financement de démarrage a été utilisé pour établir et/ou influencer une série de processus politiques au niveau de l'état qui ont aidé les juridictions à planifier et à établir « les bonnes conditions et/ou structures » pour l'investissement, ce qui, à son tour, a permis à de nombreuses juridictions du Groupe de travail GCF d'accéder à d'autres fonds pour soutenir leurs agendas forestiers et climatiques. Pour les cinq juridictions qui ont reçu un financement pour la mise en œuvre, cela a représenté une opportunité d'approfondir, d'élargir et d'innover davantage, tout en construisant sur les fondations de la phase de préparation.

Dans l'ensemble, le Norway Pledge a eu un impact significatif sur la planification REDD+/ LED des juridictions. Pour de nombreuses juridictions, il s'agissait d'une première étape vers un changement transformateur de leur voie de développement.

Cette transformation s'est manifestée dans un certain nombre de domaines :

Engagement politique

Au niveau mondial, le Groupe de travail GCF a joué un rôle déterminant dans l'introduction, la mobilisation et le maintien des gouverneurs dans l'agenda climatique et forestier, en apportant une reconnaissance mondiale et un soutien financier aux dirigeants juridictionnels qui s'engagent dans une véritable action climatique au niveau infranational. Le Norway Pledge a joué un rôle important dans un ensemble d'interventions qui ont permis de garantir et de maintenir ce soutien de haut niveau : forums de discussion, réunions annuelles, mise en réseau avec d'autres états, renforcement des capacités des services environnementaux nationaux, etc. Le signal politique envoyé par la Norvège, qui a reconnu la valeur de l'approche infranationale, a incité les gouverneurs et les fonctionnaires à agir. En **Amazonie brésilienne (Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins)** par exemple, le réseau est devenu une force avec laquelle il faut compter, le Norway Pledge jouant un rôle dans ce succès. Les gouvernements de l'Amazonie brésilienne ont une plus grande influence en tant que bloc dans les négociations nationales avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'une influence globale avec les donateurs et les espaces de négociation internationaux. Au **Mexique**, la subvention a joué un rôle clé en maintenant l'attention sur les questions de déforestation et de dégradation des forêts au niveau infranational à un moment critique où le gouvernement fédéral s'est désengagé du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) de la Banque Mondiale et du processus d'accord d'achat pour la réduction des émissions (ERPA), qui était sur le point d'être achevé au niveau infranational.

Processus multipartites

Les processus multipartites qui rassemblent une série d'acteurs pertinents du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, des peuples Autochtones et des communautés locales sont considérés comme fondamentaux pour toutes les initiatives relatives aux forêts tropicales. Avec le soutien du financement de la préparation, ces forums ont été particulièrement fructueux lorsqu'ils ont été officiellement reconnus par des cadres juridiques ou réglementaires, comme le Forum sur l'Adaptation et l'Atténuation du Changement Climatique du **Pará**, qui a été revitalisé. Même sans soutien formel, plusieurs processus se sont poursuivis au-delà de la durée de la subvention. La table ronde intersectorielle sur la restauration d'**Oaxaca**, établie pendant la subvention, a favorisé de véritables discussions intersectorielles sur l'agenda REDD+ dans l'état. La société civile redynamise actuellement les réunions de ce groupe dans le cadre d'un projet de déforestation zéro mescal et de suppression des incendies. En **Papouasie occidentale**, une nouvelle plateforme des partenaires de développement permet au gouvernement de mieux comprendre et suivre les activités des partenaires dans la province. À l'échelle régionale, le consortium des gouverneurs de l'Amazonie **brésilienne** est né des interactions entre les gouverneurs et les secrétaires brésiliens dans le cadre du Groupe de travail GCF. Aujourd'hui, le Groupe de travail Environnement et Société du Consortium (où siègent les secrétaires à l'environnement) est sans doute l'un de ses éléments les plus efficaces.

Analyse stratégique et sensibilisation

La subvention a permis aux juridictions d'identifier et de réfléchir stratégiquement aux problèmes de leur secteur forestier, d'analyser les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts et d'approfondir leur compréhension des solutions possibles spécifiquement adaptées à leur contexte et à leurs besoins locaux. Par exemple, la subvention a permis à l'état de **Jalisco** de travailler sur les principaux facteurs de déforestation et de dégradation des forêts dans l'état, à savoir l'élevage bovin, l'agave (lié à la tequila zéro déforestation) et les avocats.



Photo: PNUD Mexico.

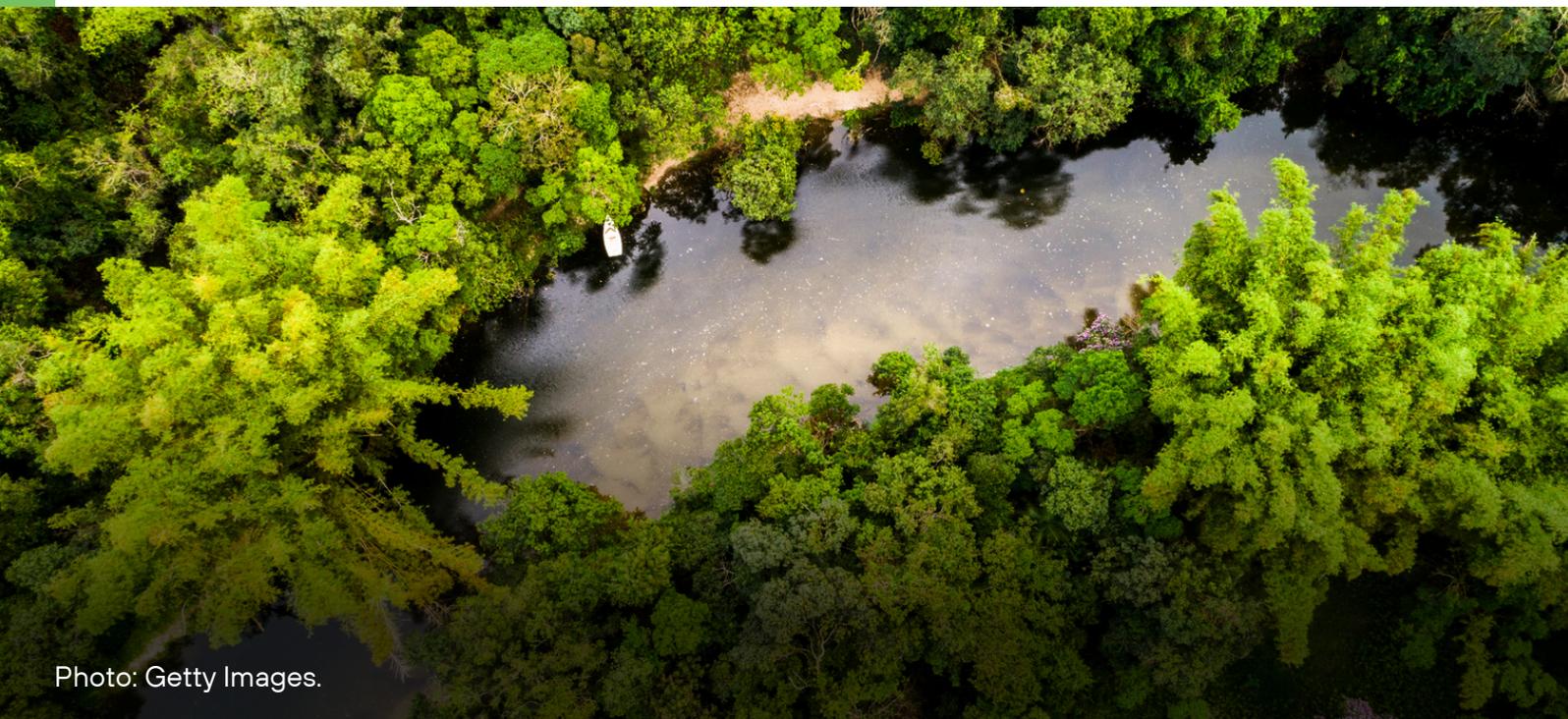


Photo: Getty Images.

Paiements basés sur les résultats et conformité au marché du carbone

Le financement a été déterminant pour les membres du Groupe de travail GCF qui ont progressé vers l'interaction avec le marché volontaire du carbone (VCM) et a ouvert le potentiel des paiements basés sur les résultats, car il a aidé les juridictions à mettre en place les conditions préalables en termes de sauvegardes environnementales et sociales, de politiques et de processus institutionnels. Parallèlement, le PNUD a aidé l'état du **Yucatán** à élaborer une stratégie d'accès au VCM avec le soutien de Climate Focus, du directeur national du Mexique du Groupe de travail GCF, de l'Initiative de Financement de la Biodiversité (BioFin) et de l'initiative pour l'intégrité des marchés volontaires du carbone (VCMI). Les mécanismes efficaces de partage régional du Groupe de travail GCF ont également contribué à faire en sorte que d'autres états bénéficient de ces enseignements, comme le **Quintana Roo**, où le VCM se développe rapidement. En Indonésie, plusieurs provinces, dont le **Kalimantan oriental**, la **Papouasie occidentale** et **Aceh**, se sont engagées avec le Fonds Indonésien pour l'Environnement (BPD LH) à comprendre les options de paiements basés sur les résultats, en s'appuyant sur le travail de préparation (stratégies, plans d'investissement, systèmes de sauvegarde améliorés, capacités accrues, etc.) Le **Kalimantan oriental** a reçu son premier paiement du FCPF (20,9 millions de dollars) en 2022 et a attribué au financement de la préparation du Groupe de travail GCF les améliorations apportées à son programme du Fond Carbone du FCPF, en particulier l'inclusion des zones à haute valeur de conservation et des mangroves. Le financement de la préparation a également permis au JREDD d'atteindre le niveau avancé où il se trouve dans l'Amazonie légale brésilienne. L'**Acre** est devenu le premier état à signer une feuille de conditions avec Emergent pour la vente de réductions d'émissions à haute intégrité à la coalition LEAF, tandis que le Tocantins a signé un accord avec Mercuria pour la vente de crédits à haute intégrité, également conformes à ART/TREES. L'**Amapá**, le **Maranhão**, le **Mato Grosso**, le **Jalisco** et le **Quintana Roo** ont également soumis des notes conceptuelles au registre ART, en s'appuyant en partie sur le soutien du fonds de préparation.

Effet multiplicateur

La subvention a eu un effet multiplicateur à plusieurs égards, principalement grâce à la mobilisation de fonds supplémentaires provenant de programmes internationaux tels que le Fond Vert pour le Climat, le Fond pour l'Environnement Mondial (GEF) et le UK Pact. Six membres mexicains du Groupe de travail GCF ont reçu 1,55 million de dollars du UK Pact pour travailler sur les éléments de production durable de leurs plans de mise en œuvre REDD+ (**Chiapas, Campeche, Jalisco, Quintana Roo, Yucatán et Tabasco**). Les membres du Groupe de travail GCF de l'Amazonie péruvienne (**Amazonas, San Martín, Huánuco, Ucayali, Madre de Dios, Loreto**) ont également reçu un financement du UK Pact pour finaliser leurs stratégies de LED et renforcer les capacités régionales de mise en œuvre. Le **Kalimantan central** a reçu des fonds du gouvernement britannique par l'intermédiaire du programme Kehati pour poursuivre la cartographie des petits exploitants de palmiers à huile initiée avec des fonds de préparation pour obtenir la certification RSPO (Table Ronde sur l'Huile de Palme Durable). **Oaxaca** a obtenu un financement de 4,5 millions de dollars du GEF-7 pour soutenir la restauration des forêts dans la chaîne d'approvisionnement agave-mescal. Des fonds ont également été obtenus auprès de gouvernements centraux, tels que les transferts fiscaux écologiques vers des provinces indonésiennes (comme le **Kalimantan nord**) et les 1,2 million de dollars du Ministère de l'environnement, de l'eau et de la transition écologique (MAATE) pour des programmes de restauration dans la province équatorienne de Pastaza. Avec les provinces voisines de Morona Santiago et Zamora Chinchipe, Pastaza a obtenu environ 2 millions de dollars, en partie du gouvernement norvégien, ainsi que 12 millions de dollars de l'USAID pour travailler sur la gouvernance infranationale des réserves provinciales, sur le développement de la bioéconomie et sur le suivi. L'expérience du **Kalimantan occidental** en matière de financement de la préparation et de la mise en œuvre a directement soutenu l'élaboration par la province d'une proposition pour le Fond Vert pour le climat.



Photo: IDH Indonesia



Photo: IDH Indonesia

Genre

L'importance pratique accordée par le PNUD à l'intégration des approches de genre et d'inclusion sociale dans les fonds de préparation, parallèlement au travail de rassemblement international du secrétariat du Groupe de travail GCF, était nouvelle et innovante pour de nombreuses juridictions. Au **Kalimantan oriental** et au **Kalimantan occidental**, les provinces ont piloté des outils de genre du programme UN-REDD pour suivre la participation équitable et active des femmes aux activités du projet et l'influence de leurs contributions dans les processus de prise de décision. Au **Yucatán**, l'un des objectifs de la phase de mise en œuvre était « d'accroître et d'encourager le transfert de la propriété ejidal [communautaire] aux femmes et aux jeunes afin de renforcer leur participation à l'agriculture, à l'élevage et à la sylviculture ». Au total, 291 personnes réparties dans 26 communautés ejidales ont été évaluées (199 hommes et 92 femmes) et 83 transferts ont été soutenus, dont 21 pour les femmes et les jeunes. À Jalisco, le projet comprenait une série de mesures visant à intégrer une approche de genre dans le secteur de l'élevage, traditionnellement dominé par les hommes. Il s'agissait notamment d'identifier les unités de production dirigées par des femmes et les éleveuses de bétail, de veiller à ce que les réunions et les formations aient lieu à des heures appropriées pour les femmes (par exemple, pour tenir compte des tâches ménagères et communautaires et de la garde des enfants), et de réserver un pourcentage des fonds publics pour le reboisement des systèmes sylvopastoraux afin que les femmes puissent y avoir accès. Le plan de bioéconomie du **Pará** (soutenu par un financement de mise en œuvre) montre comment des actions sensibles au genre peuvent être mises en place par le biais de lois et de règlements, puisque le plan reconnaît clairement les femmes et la nécessité spécifique de traiter les femmes comme un groupe prioritaire, y compris celles des communautés traditionnelles, des Quilombolas, des extractivistes, des communautés riveraines et des familles rurales. Compte tenu de l'étendue et de la profondeur de l'intégration de la dimension de genre dans le Norway Pledge, un examen plus ciblé des résultats basés sur le genre et des bonnes pratiques pour les approches sensibles au genre a été publié en « Gender Front & Centre: Best practices from the GCF Task Force » .

Inclusion sociale

De nombreuses juridictions ont utilisé le financement de la préparation et de la mise en œuvre pour renforcer les capacités en matière de garanties sociales et environnementales et d'inclusion sociale, avec le soutien du PNUD. Au **Kalimantan nord**, le gouvernement a travaillé pour la première fois sur des approches de sauvegarde ; à **Pastaza**, la phase de préparation a permis d'établir des relations et des accords de collaboration avec les sept nationalités autochtones du territoire, tandis que les fonds de mise en œuvre ont soutenu les processus de consentement libre, préalable et éclairé (CLPI). Dans l'ensemble du réseau du Groupe de travail GCF, les juridictions ont été aidées à intégrer des indicateurs d'inclusion sociale dans la conception des programmes et à contrôler régulièrement les résultats.

Innovation

De nombreuses juridictions ont trouvé l'approche du Norway Pledge innovante et le réseau du Groupe de travail GCF intéressant. Un certain nombre de membres du Groupe de travail GCF, y compris **Pastaza**, **Caquetá** et **Papua**, ont été des pionniers au niveau national et se réfèrent régulièrement à leurs stratégies, les considérant avec fierté comme un fondement de leur approche juridictionnelle des forêts et du changement climatique. Voir les études de cas dans ce rapport pour plus de détails.



Photo: PNUD Indonesia / Roy Prasetyo



ÉTUDE DE CAS: ACEH

Aceh était l'un des dix membres fondateurs du Groupe de travail GCF (avec la province indonésienne de Papouasie).

Le financement de la préparation a permis au gouvernement d'**Aceh** d'élaborer une stratégie provinciale de développement intégré à faibles émissions. L'idée était de rassembler les stratégies de développement sectorielles en un seul document, afin que chaque secteur puisse élaborer des mesures d'atténuation des émissions pertinentes. Le processus a été mené par le Conseil de planification du développement régional et les services des forêts et des ressources naturelles de la province, avec l'engagement direct du gouverneur de la province, la participation du secteur privé et le soutien de l'ONG Fauna & Flora International, partenaire de la conservation des forêts. L'intégration a permis d'incorporer les priorités climatiques dans tous les secteurs et d'attirer l'attention sur la protection et la restauration des forêts ainsi que sur le développement à faibles émissions. Comme l'a dit un fonctionnaire : « La stratégie en elle-même n'est pas un antibiotique ; c'est un déclencheur qui nous permet de planifier des actions importantes ».



ÉTUDE DE CAS: PASTAZA

À **Pastaza**, le partenariat innovant entre le gouvernement et les sept Nationalités Autochtones (dont les territoires représentent 93 percent de la province) a soutenu la mise en œuvre d'une stratégie de mise en œuvre REDD+ dirigée par les Autochtones, la première stratégie au niveau provincial en Équateur.

L'approche a été transformatrice en termes d'appropriation par le gouvernement provincial, les Nationalités Autochtones et les ONG partenaires qui forment aujourd'hui le groupe provincial technique et de coopération. Elle a présenté un modèle de gouvernance et de financement collaboratif pour le JREDD sur l'ensemble du territoire, ainsi que pour le déploiement du programme national REDD+ au niveau provincial, avec le soutien du gouvernement national et du PNUD-ProAmazonia. L'évaluation finale a montré qu'un impact significatif du projet était la reconnaissance formelle des peuples autochtones dans les processus de planification provinciaux, grâce à la création d'espaces spécifiques pour REDD+, tels que les groupes de travail techniques. Cela rapproche les peuples autochtones de la politique et de la prise de décision qui affectent directement la conservation et la gestion des forêts sur leur territoire. Cette initiative sert maintenant de modèle à d'autres provinces de l'Équateur.



ÉTUDE DE CAS: PÉROU

D'importants résultats ont été obtenus par les six membres du Groupe de travail GCF en Amazonie péruvienne (**Amazonas, Loreto, San Martin, Huánuco, Ucayali and Madre de Dios**) malgré les difficultés importantes rencontrées lors de la pandémie de COVID-19.

Le Norway Pledge a aidé les provinces à élaborer des stratégies de LED et a favorisé leur approbation au niveau régional. Depuis la clôture de la subvention du Norway Pledge, le Groupe de travail GCF a consolidé ces réalisations par le biais de :



L'approbation de toutes les stratégies régionales de LED.

Le soutien et le lobbying constants de la société civile ont permis d'atténuer le risque que les stratégies soient écartées de l'agenda politique. Toutes les stratégies sont désormais approuvées au niveau régional, mais ne sont pas encore des instruments de planification reconnus au niveau national.



La formalisation de la Mancomunidad Regional Amazónica,

qui est reconnue au niveau national et sert de bloc régional aux six membres du Groupe de travail GCF sur l'Amazonie et de plateforme pour leurs gouverneurs régionaux. Ce groupe travaille en étroite collaboration avec le Groupe de travail GCF sur des thèmes d'intérêt commun, tels que le développement de la bioéconomie, et s'engage dans la défense de l'utilisation des terres et de la politique forestière au niveau national.



Coordination régulière par le directeur national du Groupe de travail GCF avec le ministère de l'environnement et le service des forêts, les groupes de la société civile, les organisations autochtones et un forum sur la durabilité réunissant le secteur public et le secteur privé de l'agro-industrie.

Le rôle du directeur national du groupe de travail CGF consiste principalement à faciliter les échanges, les événements et les formations au niveau infranational, ainsi que l'engagement avec la Mancomunidad.



Avec le soutien de l'équipe spéciale GCF, les six régions ont obtenu un financement du UK Pact pour un projet qui a soutenu la mise en œuvre des stratégies de LED, formulé une stratégie de DEL pour la Mancomunidad et analysé le potentiel économique et le cadre juridique du marché du carbone dans l'Amazonie péruvienne.



Les six membres amazoniens se sont engagés avec les fédérations nationales de peuples Autochtones, telles que l'AIDSESEP et le CONAP, pour atteindre les organisations régionales de peuples Autochtones. Malgré le COVID-19, qui a eu de graves répercussions sur les communautés Autochtones du Pérou, ces processus ont réussi à impliquer un grand nombre de fonctionnaires régionaux, ainsi que des peuples autochtones et des communautés locales.

Un défi important au Pérou est de maintenir l'élan politique, avec un taux de rotation des fonctionnaires pouvant atteindre 95 percent entre deux administrations de quatre ans (les gouverneurs ne peuvent effectuer qu'un seul mandat de quatre ans). En outre, les accusations de corruption politique et les liens entre la politique, la drogue et la déforestation ont entraîné une forte dépendance à l'égard des ONG pour assurer la continuité des programmes forestiers.

Au Pérou, les stratégies de développement économique local élaborées dans le cadre du Norway Pledge commencent à être mises en œuvre, mais la mise en place de conditions favorables à des interventions positives sur le plan humain et climatique est entravée par de puissantes forces politiques et économiques liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, tant au niveau national qu'infranational.

Surmonter les défis

L'approche JREDD reste confrontée à des défis spécifiques, notamment la rotation politique, la capacité limitée du secteur public et le manque de soutien plus large et d'incitations externes, qui peuvent entraver le type d'attention soutenue et à long terme dont ces initiatives ont besoin pour réussir. Ces difficultés sont encore plus marquées au niveau infranational. L'atténuation de ces problèmes au cours du Norway Pledge s'est appuyée sur :

- L'engagement parallèle du secrétariat du Groupe de travail GCF et des directeurs nationaux auprès des gouverneurs des états afin de maintenir un soutien politique de haut niveau.
- Renforcer le capital humain du réseau du Groupe de travail GCF, en particulier par un engagement étroit avec les gouverneurs, les secrétaires à l'environnement, les fonctionnaires de l'état et les partenaires de la société civile par le PNUD, le secrétariat du Groupe de travail GCF et les directeurs nationaux du Groupe de travail GCF afin d'obtenir un soutien pour le JREDD, ainsi que de renforcer les capacités et le travail en réseau.
- Promouvoir des processus solides et ascendants avec les peuples Autochtones et les communautés locales au niveau juridictionnel, parallèlement aux processus mondiaux et régionaux distincts concernant les peuples Autochtones et les communautés locales menés par le secrétariat du Groupe de travail GCF et les partenaires de la société civile. De nombreuses juridictions se sont également engagées directement avec les autorités locales au niveau du district ou de la municipalité, jetant ainsi les bases d'une collaboration au cours de la phase de mise en œuvre.
- L'établissement de liens efficaces avec des initiatives complémentaires, y compris des initiatives relatives à la chaîne d'approvisionnement, des stratégies nationales et d'autres programmes de donateurs tels que le programme d'investissement forestier de la Banque mondiale au Mexique (dans lequel cinq membres du Groupe de travail GCF étaient déjà actifs lorsque le Norway Pledge a été mis en place).



Photo: Getty Images.



ÉTUDE DE CAS: JALISCO

L'élevage extensif, pratiqué sur plus de la moitié du territoire de l'état, est l'une des principales causes de déforestation et de dégradation à **Jalisco**, avec 450 000 ha de forêts convertis en pâturages et 270 000 ha supplémentaires de forêts convertis en terres agricoles au cours des 20 années entre 1993 et 2013.²

À **Jalisco**, la phase de mise en œuvre a été le fruit d'une collaboration entre le Secrétariat d'état à l'environnement (SEMADET), l'ONG mexicaine FONNOR et cinq Juntas Intermunicipales de Medio Ambiente (conseils intermunicipaux de l'environnement).

Le projet a encouragé la mise en place de systèmes sylvo-pastoraux intensifs sur 12 700 hectares, combinés à la commercialisation et à la certification de viande exempte de déforestation chez les petits producteurs, qui ont été identifiés par le recensement détaillé du projet et qui ont eu accès à la formation et au financement dans le cadre du projet.

Le projet s'est directement appuyé sur des travaux antérieurs dans la juridiction, y compris le modèle de formation Escuelas de Campo (ECA - Écoles de terrain) développé au niveau international par la FAO. Les ECA ont joué un rôle essentiel dans la réussite du projet pilote Norway Pledge, en proposant 42 sessions de formation à près de 3 000 producteurs, soit une augmentation substantielle par rapport aux objectifs du projet, afin de tenir compte de l'intérêt des producteurs pour le programme. Près de 750 d'entre eux (25 percent) étaient des femmes, 13 percent des jeunes et 5 percent des populations Autochtones. L'évaluation du projet a montré que les producteurs ont désormais une vision différente de l'élevage bovin, qu'ils ont des animaux en meilleure santé, avec plus d'herbe dans leurs pâturages, une meilleure prise de poids et une meilleure production de lait, et que le bétail nécessite moins d'intrants et de traitements vétérinaires. L'avenir nous dira si la plantation d'arbres dans les potreros est adoptée et contribue à la restauration de la forêt. Les facteurs clés de succès à Jalisco comprennent:

- ✓ La reconnaissance par SEMADET et ses partenaires du bétail comme moteur de la déforestation,
- ✓ La continuité de la gouvernance au cours de deux administrations successives pour permettre l'action, combinée avec des capacités accrues dans le gouvernement de l'état ;
- ✓ Des accords de collaboration avec des agents municipaux pour s'engager directement avec les producteurs.

² Consejo Regulador del Tequila (2023), "Estrategia de sostenibilidad y la vulnerabilidad de la denominación de origen del Tequila ante el cambio climático".



ÉTUDE DE CAS: PARÁ

Pour le **Pará**, le financement de la préparation a permis une phase d'apprentissage et de planification participatifs qui a naturellement débouché sur une phase de mise en œuvre et de normalisation. Cela reflète l'évolution de l'engagement du gouverneur du Pará, de son premier à son deuxième mandat, ce qui lui a permis de prendre la tête de l'agenda sur le climat et les forêts et d'obtenir une reconnaissance mondiale avec la sélection du Brésil pour accueillir la Conférence des Parties à la CCNUCC COP30 à Belém en 2025.

Le moment clé de cette évolution a été le lancement, avec le soutien de la Norvège, du [Plano Estadual Amazônia Agora](#) (Plan de l'État de l'Amazonie maintenant) en 2020, qui s'aligne étroitement sur les priorités fédérales et fournit un cadre solide pour l'action en faveur du climat et des forêts dans l'état.

Lors de la COP28 en 2023, le **Pará** a poursuivi avec l'ambitieux [Plano de Recuperação da Vegetação Nativa do Estado do Pará](#) (Plan de récupération de la végétation indigène de l'état du Pará), qui vise à restaurer 5,6 millions d'hectares de zones dégradées d'ici à 2030 grâce à la régénération naturelle assistée et à la plantation d'enrichissement. Ces plans sont liés à d'autres politiques climatiques de l'État, telles que le [plan de bioéconomie](#) soutenu par le Norway Pledge et la [politique de l'État sur le climat](#) Change.

Grâce au financement de Norway Pledge, le Pará s'est appuyé sur ce cadre pour développer une vision d'un territoire neutre en carbone, mise en œuvre avec The Nature Conservancy (TNC), grâce à la traçabilité du bétail, au potentiel de la bioéconomie et à la restauration des forêts. Le projet comprenait un Sistema de Inteligencia Territorial (système d'intelligence territoriale), désormais opérationnel, pour identifier les opportunités dans les différentes parties de l'État, et le renforcement du Cadastro Ambiental Rural (cadre de planification rurale). L'approche s'étendait encore à l'ensemble de l'État et s'appuyait sur des projets infra-étatiques, tels que le travail de longue date sur l'açaï et le cacao mené avec TNC dans la municipalité de São Felix do Xingú, au sud du Pará, qui constitue une frontière complexe en matière de déforestation et où un système de traçabilité du bétail est également en cours d'expérimentation. La phase de préparation avait déjà permis de consolider les partenariats public-privé dans le cadre d'un protocole volontaire pour les éleveurs et les entrepôts frigorifiques, qui comprenait des centaines de grandes et petites entreprises.

L'initiative s'est traduite par un plus grand engagement de l'État dans les questions de sauvegarde et est passée de la consultation à la promotion de l'appropriation de REDD+ et du LED par un plus large éventail de parties prenantes, avec des discussions, de la documentation et un suivi sur les questions de race, de jeunesse, de genre et sur le rôle des peuples Autochtones et des communautés locales. Il s'agissait notamment d'élaborer des politiques publiques en tenant compte de ces secteurs et, en 2023, l'état a créé des secrétariats spécifiques pour ces thèmes (y compris pour les peuples Autochtones, les femmes, l'égalité raciale et l'agriculture familiale), qui incluent les questions climatiques dans leurs attributions.

Le Pará reçoit également un soutien supplémentaire dans le cadre du financement de l'Amazonie légale pour s'engager dans des marchés du carbone à haute intégrité, tandis que le NICFI soutient séparément TNC pour renforcer la capacité technique de l'état à poursuivre le marché volontaire du carbone et à améliorer l'engagement avec les peuples Autochtones et les communautés traditionnelles.

Leçons tirées

Les défis et les réalisations des initiatives financées par le Norway Pledge ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements :

01 — **Les fonctionnaires et les institutions des juridictions infranationales ont besoin d'un soutien ciblé et cohérent en matière de renforcement des capacités.**

De nombreuses administrations infranationales manquent constamment de personnel et de compétences. Ces lacunes en matière de capacités ne peuvent pas être comblées facilement ou rapidement. Les projets forestiers employant des consultants à court terme ne sont pas une solution, car les secrétaires d'état doivent être soutenus par leurs propres équipes. Au-delà des sessions de formation formelles, les partenaires de la société civile doivent également transférer en permanence leurs connaissances et leurs compétences à leurs homologues gouvernementaux et veiller à ce que les fonctionnaires s'engagent de manière significative dans les tâches qui leur sont confiées et les dirigent. Les échanges facilités entre les juridictions par les directeurs nationaux des Groupes de travail GCF ont permis d'atténuer ce problème en offrant une occasion précieuse de discuter des défis communs et de collaborer pour trouver des solutions. Cela s'est produit dans tous les pays dotés d'un directeur national, à savoir le **Mexique, le Brésil, l'Indonésie** et le **Pérou**.

02 — **Pour de nombreuses administrations, le processus d'élaboration des stratégies et des plans d'action était plus important que le produit lui-même.**

L'accent mis sur la création d'un produit peut souvent éclipser la nécessité de renforcer la capacité du gouvernement de l'état à identifier et à élaborer des stratégies pour résoudre ses problèmes, à planifier de manière efficace et inclusive et à reconnaître qu'il s'agit d'un processus continu. Dans plusieurs cas, les stratégies ne sont pas considérées comme des produits finis, mais comme des documents vivants qui seront mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des activités et des politiques, comme dans l'exemple de la stratégie de développement intégré à faibles émissions d'**Aceh**. Dans des cas comme celui de la nouvelle province du **Kalimantan nord**, c'était la première fois que le gouvernement effectuait ce type de planification, en réalisant des études sur les garanties, le genre, les obstacles réglementaires, les besoins institutionnels et les options pour améliorer le plan d'action provincial sur les émissions de gaz à effet de serre, la réduction des émissions provenant de l'utilisation des terres, du changement d'utilisation des terres et de la foresterie (LULUCF), ainsi qu'en organisant une visite d'apprentissage au Conseil provincial sur le changement climatique (DDPI) du **Kalimantan oriental**.

Ces activités ont permis de développer d'importantes capacités pour les fonctionnaires et les partenaires.

03

Malgré l'impact positif et les fonds supplémentaires collectés, de nombreux états ont estimé que les ressources du Norway Pledge étaient encore trop limitées et que le délai était trop court pour permettre une véritable transformation

Il est nécessaire de fixer des attentes réalistes et d'intégrer des interventions spécifiques dans des processus de développement plus larges. Le financement d'actions juridictionnelles par le biais du VCM et des paiements basés sur les résultats du JREDD reste difficile à obtenir au niveau des états (même si les transactions du marché du carbone au Brésil et au Mexique pourraient changer la donne). Les bailleurs de fonds doivent également être plus réalistes quant aux coûts de transaction et à l'échelle de temps de l'engagement dans les processus de conformité, afin de s'assurer que l'élan généré est maintenu avec d'autres financements bilatéraux, ainsi que les relations, la confiance et la diligence nécessaire pour le financement d'initiatives REDD+ à long terme au niveau juridictionnel. Cela dit, et comme indiqué ci-dessus, presque tous les états ont été en mesure d'obtenir³ un financement supplémentaire grâce aux subventions de préparation, même si ces ressources sont toujours inférieures à ce que les juridictions elles-mêmes ont identifié comme étant le véritable besoin de financement. Et même un petit financement s'est avéré crucial pour de nombreuses juridictions en leur permettant de poursuivre les processus REDD+, comme dans l'**Etat de Cross River** au Nigeria, et dans le **Cavally** et le **Bélier** en Côte d'Ivoire.

04

Les stratégies REDD+ devraient s'appuyer sur des processus multipartites, impliquant les peuples Autochtones et les communautés locales, ainsi que les femmes, les hommes et les jeunes.

Mais ces processus sont longs à mettre en place, requièrent des compétences spécialisées et sont géographiquement spécifiques. Les garanties sociales, y compris l'égalité des sexes, le CPLI et l'inclusion sociale, nécessitent davantage de ressources et de suivi pour passer de la politique à la pratique. L'engagement communautaire est un processus coûteux qui doit être soigneusement ciblé pour répondre aux besoins des programmes REDD+ tout en répondant aux besoins des communautés d'être informées et d'influencer de manière significative la conception des programmes.

³ Les juridictions du Groupe de travail GCF ont identifié et quantifié leurs actions prioritaires pour le climat et les forêts dans la publication « Building the New Forest Economy: Advancing Climate Action through the GCF Task Force », disponible à l'adresse <https://www.gcftf.org/resource/building-the-new-forest-economy-advancing-climate-action-through-the-gcf-task-force/> ; voir également les Pitchbooks élaborés par les juridictions GCF Task Force en Indonésie en collaboration avec CDP, disponibles à l'adresse <https://www.gcftf.org/resource/collab-pitchbook-cdp/>.

À **Pastaza**, par exemple, quatre des Nationalités Autochtones ne sont accessibles que par avion léger. En Papouasie, il a été souligné que le lancement de processus de CPLI et d'activités connexes telles que la cartographie des territoires coutumiers avec les peuples autochtones peut susciter des attentes de la part des communautés qui, en fin de compte, pourraient ne pas être satisfaites par le programme REDD+, et que la gestion culturelle de ces attentes est un défi. À **Pará**, le gouvernement de l'état ne disposait pas initialement des ressources nécessaires pour engager les communautés dans une deuxième série de consultations sur le plan de bioéconomie, ce qui a mis en péril la confiance qui avait été établie au cours de la phase de préparation (des fonds ont ensuite été obtenus auprès de la Banque mondiale).

05

La confiance et le soutien des gouvernements infranationaux prennent du temps à établir, à maintenir et à rétablir

à travers les inévitables cycles politiques et la rotation des fonctionnaires clés. Le soutien des gouverneurs et l'engagement d'agences gouvernementales infranationales fortes sont des facteurs clés pour faire évoluer les politiques et les pratiques au niveau des forêts. Il est arrivé que des gouverneurs assistent à des réunions, prennent des engagements et ne les respectent pas. Les gouverneurs agissent souvent au niveau local lorsqu'ils constatent que l'agenda est soutenu par la communauté internationale. C'est particulièrement vrai pour l'agenda sur le climat et les forêts. Dans le cas contraire, l'urgence de s'attaquer aux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts perd du terrain au profit de questions locales concurrentes dans leur juridiction.

06

Un soutien large et intersectoriel de la société civile peut atténuer l'impact des cycles politiques.

La focalisation sur un gouverneur d'état et un cadre de fonctionnaires ne crée pas la continuité nécessaire pour maintenir les résultats. Toutefois, une représentation plus large des universités et de la société civile dans les initiatives forestières et climatiques peut atténuer les cycles politiques. À **Pastaza**, le partenariat entre le gouvernement et la société civile par l'intermédiaire du groupe provincial technique et de coopération s'est avéré efficace pour aligner le gouvernement infranational sur une stratégie de mise en œuvre planifiée qui se projette au-delà d'un cycle politique et vers une vision à plus long terme.

07

Les interventions peuvent sensibiliser aux obstacles structurels à l'égalité des sexes et proposer des solutions

En **Indonésie**, certains partenaires et gouvernements ont fait part de leurs préoccupations quant à la conception de mécanismes équitables de partage des bénéfices pour les mécanismes de financement de la foresterie sociale lorsqu'ils travaillent avec des normes sociales et culturelles traditionnelles qui vont à l'encontre des principes d'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant, ils ont également noté que la sensibilisation à la manière dont les normes et les pratiques culturelles façonnent les obstacles structurels liés au genre est la première étape de la conception d'approches visant à les surmonter de manière à contribuer à des valeurs culturelles plus équitables et progressistes. Il existe des exemples de ce type dans le Norway Pledge – par exemple, à **Pastaza**, des sessions sur « les droits des femmes et les nouvelles masculinités » ont examiné les normes culturelles qui entravent l'égalité des sexes, tandis que des mesures spécifiques ont abordé la représentation et la participation inégales des femmes Autochtones.

08

Un soutien cohérent aux approches en matière d'égalité des sexes donne des résultats.

Entre les cycles de financement de la préparation et de la mise en œuvre, des améliorations significatives ont été apportées en termes d'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités. Lors du deuxième cycle, les cinq juridictions ont augmenté le financement des spécialistes de l'égalité des sexes, ont engagé des représentants du gouvernement en tant que points focaux et ont amélioré les données qualitatives et quantitatives. Les premiers résultats sont prometteurs : les femmes et les hommes (y compris les femmes rurales et Autochtones) sont reconnus dans les lois, les politiques et les réglementations (par exemple à **Pará**) ; des coopératives et des filières de production spécifiques aux femmes sont créées (par exemple à **Pastaza** et au **Yucatán**) ; et le leadership des femmes au sein du gouvernement est encouragé (par exemple au **Kalimantan occidental**).

09

Le renforcement des capacités en matière d'inclusion sociale se traduit par une amélioration des résultats.

À l'instar des résultats en matière d'égalité des sexes, des améliorations significatives ont été constatées dans l'adhésion aux normes sociales et environnementales entre la phase de préparation et la phase de mise en œuvre. Toutes les juridictions ont été soutenues par le PNUD pour intégrer une approche d'inclusion sociale et pour traiter les garanties sociales et environnementales dans la phase de préparation. Dans la phase de mise en œuvre, toutes les juridictions ont inclus des fonds supplémentaires pour ces processus afin de s'assurer que le personnel du projet était en mesure de

soutenir ce travail tout au long du cycle de financement, tandis que les gouvernements ont également identifié des points focaux pour les sauvegardes afin de travailler main dans la main. Toutes les juridictions ont identifié les risques sociaux et environnementaux dès le départ et ont développé des indicateurs qui ont fait l'objet d'un suivi et d'un rapport réguliers. À **Jalisco**, l'évaluation finale a noté que ce suivi régulier permettait au projet d'être agile et à l'équipe de réagir rapidement lorsque les objectifs n'étaient pas atteints. Le **Yucatán** a conçu des activités ciblant spécifiquement les femmes Autochtones afin de garantir une participation active et efficace. Au **Pará**, de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles instances dirigeantes ont ciblé la participation des communautés Autochtones et quilombolas.

10

Les actions sensibles au genre au niveau juridictionnel peuvent avoir un effet multiplicateur à travers le réseau du Groupe de travail GCF.

Le groupe de travail du Fonds mondial a adopté une politique mondiale en matière d'égalité des sexes lors de la COP27, intitulée « Les femmes pour les forêts et le climat », approuvée par les gouverneurs lors de la réunion annuelle de 2023 à Jalisco. Cette politique est en partie le fruit du soutien apporté lors des phases de préparation et de mise en œuvre, qui ont permis de sensibiliser le monde politique. La mise en œuvre de la politique à l'échelle du réseau est facilitée par le secrétariat du Groupe de travail GCF et les directeurs nationaux.

11

Le maintien du soutien politique au niveau des gouvernants nécessitera en fin de compte des ressources supplémentaires,

parallèlement au développement d'alternatives viables à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le cadre de la « nouvelle économie forestière », que les hommes politiques pourront « vendre » à leur électorat. Il est indéniable qu'il est difficile d'atténuer la rotation politique, d'obtenir les ressources nécessaires (financières, humaines et techniques) et de développer des alternatives viables à la déforestation habituelle sans un financement cohérent et à long terme.

12

Les stratégies d'engagement du secteur privé semblent essentielles pour débloquer des fonds pour REDD+/LED,

mais des preuves de leur impact sont encore nécessaires pour aider les juridictions à évaluer quels partenariats public-privé réussissent à réduire la déforestation et la dégradation des forêts.

13

Il est essentiel d'intégrer les stratégies dans les cadres juridiques et politiques de l'état, y compris la planification de l'utilisation des terres au niveau juridictionnel.

C'est un moyen d'atténuer la rotation politique, tout en signalant la volonté politique qui peut aider à attirer des ressources, y compris des sources nationales.

14

Les directeurs nationaux des groupes de travail GCF jouent un rôle clé.

Au **Brésil**, par exemple, le directeur national travaille en étroite collaboration avec les Secrétariats à l'environnement des états et avec le Consortium des gouverneurs de l'Amazonie brésilienne pour veiller à ce que l'accent soit mis sur l'agenda environnemental, tout en maintenant le dialogue au niveau national avec la Commission nationale REDD+ (CONAREDD+) et le gouvernement fédéral, à travers les différentes administrations. Ce rôle est particulièrement complexe car il nécessite un partage d'informations et un dialogue de haut niveau avec les gouverneurs des états, dont les agendas offrent rarement un espace pour des sessions détaillées et qui peuvent recevoir des informations contradictoires et incorrectes sur les questions climatiques et forestières par l'intermédiaire des médias et des médias sociaux. Inversement, l'évaluation finale a révélé que l'absence de directeurs nationaux dans la région de l'Afrique de l'Ouest a eu un impact négatif sur les trois juridictions (**Cavally, Bélier et l'État de Cross River**). Contrairement à leurs homologues d'Indonésie et d'Amérique latine, ces juridictions n'ont pas bénéficié d'un soutien et d'une collaboration supplémentaires avec les états ou provinces voisins.

15

Il est important de piloter le développement rural à faibles émissions, mais les futurs investissements du Groupe de travail GCF doivent cibler plus explicitement les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts.

Et démontrer les avantages pour les producteurs de modifier leurs pratiques, comme l'a montré le projet de **Jalisco**.



ÉTUDE DE CAS : FACE AUX DÉFIS

Alors que de nombreux défis étaient universels, les impacts ont été plus fortement ressentis dans des juridictions spécifiques, sapant les résultats positifs là où les débuts étaient prometteurs pour la préparation à REDD+. Cette situation peut être attribuée à un certain nombre de facteurs, dont les principaux sont le manque de ressources supplémentaires, les priorités concurrentes et/ou le manque de soutien politique.

Manque de ressources

Si le manque de ressources a été cité comme un facteur limitant dans toutes les juridictions, certains états et provinces ont eu plus de mal que d'autres à poursuivre les importants processus de planification après la fin des subventions de préparation. Dans le **Bélier**, l'intervention a eu un impact positif sur la visibilité de la région et a conduit à l'élaboration d'un plan climatique territorial avec des objectifs de réduction des émissions à l'horizon 2030, qui est à ce jour le seul plan de ce type à avoir été produit dans le pays. Cependant, la mise en œuvre du plan stratégique est au point mort, aucun nouveau financement ou intervention de restauration forestière n'ayant été généré grâce au financement du Norway Pledge. Dans le **Cavally**, le manque de ressources financières suite au Norway Pledge a également été un obstacle majeur à la mise en œuvre du plan d'investissement. Cependant, cela a permis à la région d'être incluse dans un projet financé par le GEF sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la restauration (Food Systems, Land Use and Restoration - FOLUR).

Priorités concurrentes

Les 35 juridictions ont dû faire face à des priorités concurrentes, y compris, dans certains cas, l'impression que les programmes environnementaux sont incompatibles avec le développement économique, ainsi qu'à l'impact sévère de la COVID-19. Le **Kalimantan nord** abrite certaines des dernières forêts tropicales intactes de Bornéo. Comme indiqué plus haut, les fonds de préparation ont facilité de nouveaux processus de planification, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terres et les mesures de protection. La province travaillait également sur d'autres processus innovants, notamment le premier mécanisme de financement du transfert fiscal écologique d'Indonésie, destiné à récompenser les districts pour leurs actions d'atténuation du changement climatique. Mais des priorités concurrentes semblent menacer ces mesures : les plans de développement économique de la province comprennent une importante infrastructure de transport transfrontalière, une expansion significative de l'exploitation forestière et la conversion prévue de 12 percent de la superficie forestière totale de la province (pour la colonisation, l'établissement de centrales hydroélectriques, l'agriculture, l'industrie et la défense nationale). L'agence provinciale des forêts reconnaît que le développement économique a entraîné des conflits considérables avec les communautés forestières, y compris la communauté Autochtone Dayak, dans la province.

Un soutien politique en perte de vitesse

Les programmes juridictionnels reposent sur l'hypothèse d'un soutien politique continu pour soutenir le type d'intervention à long terme nécessaire à la réalisation d'un changement transformateur. Les changements administratifs sont l'une des raisons de la diminution du soutien politique, parallèlement à des priorités concurrentes. Dans d'autres cas, l'intérêt politique est simplement dirigé ailleurs, comme dans le cas de l'**État de Cross River**. L'État de Cross River possède la plus grande couverture forestière du Nigeria et un processus REDD+ communautaire de longue date. L'état dispose d'une stratégie REDD+ et a développé un plan d'investissement chiffré pour la période 2021-2050. Depuis la fin du fonds de préparation, la gouvernance forestière de l'état est en difficulté, avec une exploitation illégale rampante, un manque d'incitations pour la foresterie communautaire et des objectifs de restauration forestière manqués. La solution immédiate consiste à rétablir l'intérêt politique pour l'agenda forestier et climatique et à améliorer la gouvernance au plus haut niveau de l'état, en particulier au sein de la Commission forestière. Malheureusement, le Groupe de travail GCF ne dispose pas actuellement des ressources nécessaires pour qu'un directeur national s'engage auprès du nouveau gouverneur et des hauts fonctionnaires de l'État de Cross River.

Rotation administrative

De nombreux fonctionnaires nommés pour occuper des fonctions publiques au niveau infranational sont mal rémunérés et peuvent être licenciés à tout moment. Entre 2018 et 2023, dans les neuf états de l'Amazonie légale brésilienne, les points focaux du gouvernement pour le projet régional financé par le Norway Pledge ont changé 17 fois, dont cinq fois dans le seul **Maranhão**. Au **Pérou**, les ONG partenaires ont indiqué qu'en moyenne 95 percent des fonctionnaires changent tous les quatre ans avec chaque nouvelle administration. Dans de nombreux cas, le personnel sortant n'a laissé aucune information à son successeur, qui a dû adopter une « approche archéologique » pour trouver les informations nécessaires et assurer la continuité de son travail. Et il ne s'agit pas seulement de fonctionnaires, mais aussi de partenaires clés - à **Pastaza**, les points focaux pour les Nationalités Autochtones changeaient également tous les deux ans. Pour remédier à cette situation, Pastaza a mis à disposition les plans et outils pertinents sur le site web de la province. En Indonésie, les provinces ont trouvé que le directeur national de l'équipe spéciale GCF était un point focal efficace pour intégrer les nouveaux membres et partager l'information.

S'attaquer aux obstacles

Lorsque les juridictions sont confrontées à ces défis, le Groupe de travail GCF s'engage à poursuivre l'engagement avec tous les acteurs du réseau, indépendamment de leurs performances en matière de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, car les États au **Brésil** et ailleurs ont démontré qu'ils peuvent changer de direction en réponse à de nouvelles incitations et à de nouveaux cycles politiques.

Modèle de collaboration entre ONG et l'état

Les partenariats entre les ONG et les gouvernements ont été l'un des éléments les plus réussis de l'approche du Groupe de travail GCF pour la mise en œuvre du Norway Pledge. Comme le Norway Pledge stipulait que le financement passerait par les organisations de la société civile chargées de la mise en œuvre, les états se sont associés à diverses organisations de la société civile pour mettre en œuvre l'initiative, une collaboration qui s'est avérée très efficace. Elle a permis de créer des synergies au niveau mondial, régional et national entre les états, la société civile, le secrétariat du Groupe de travail GCF, les directeurs nationaux du Groupe de travail GCF et le PNUD. Cette approche a exigé beaucoup d'investissement dans l'établissement de relations, dans la réflexion et la programmation communes. Dans l'ensemble, l'engagement avec la société civile a été considéré comme un modèle efficace, créant des relations durables entre les États et leurs partenaires, et améliorant la mémoire institutionnelle pour surmonter les changements dans les administrations publiques.

Il est important de noter que ce modèle comportait également certains risques. Parfois, les partenaires agissaient indépendamment des juridictions ou semblaient dominer la relation. Certains états ont eu l'impression que les partenaires considéraient la collaboration comme un moyen d'obtenir des subventions pour soutenir leur propre budget de fonctionnement. Dans certains cas, la qualité du travail n'était pas à la hauteur des attentes en raison d'un manque de compétences ou de ressources humaines chez le partenaire de la société civile. En fin de compte, ces difficultés ont été contrebalancées par la vision globalement positive de ce que les partenaires ont apporté à la table et par l'impact durable de la relation.

Plusieurs juridictions ont noté que si certaines ONG nationales ou locales étaient plus faibles en termes de processus, elles apportaient une compréhension plus profonde du contexte, des relations et un engagement plus fort en faveur d'actions à long terme dans la juridiction. Ces aspects ont été soulignés au **Brésil** et au **Mexique**, avec des organisations telles que la Fundação Amazônia Sustentável fermement ancrée dans la mise en œuvre à long terme aux côtés de l'agence de l'état d'**Amazonas**, le Secrétariat d'état à l'environnement (SEMA).

En outre, le modèle de collaboration entre les ONG et les états a créé un écosystème d'organisations partenaires pour soutenir les gouvernements infranationaux, s'engager auprès des gouvernements et des processus nationaux et mondiaux, et aider les juridictions à accéder à des fonds supplémentaires. En effet, dans de nombreux cas où les états ou les provinces ont accédé à des financements externes après la phase de préparation, c'est avec le soutien des mêmes ONG partenaires. Au **Brésil**, les ONG partenaires ont joué un rôle essentiel en aidant les états à accéder aux marchés du carbone, notamment en plaidant en leur nom auprès des gouvernements nationaux et des donateurs afin d'accroître l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique.

Dans l'ensemble, le principal enseignement est que le modèle de partenariat ONG-état, avec le PNUD et le Groupe de travail GCF assurant la supervision et le soutien technique, a été un succès retentissant, bien que le choix des partenaires et les modalités d'engagement puissent encore être améliorés dans les programmes futurs.

Huit facteurs de réussite pour l'impact

L'examen final des phases de préparation et de mise en œuvre du financement du Groupe de travail GCF a révélé que les juridictions qui ont eu le plus d'impact ont présenté plusieurs ou tous les facteurs de réussite suivants :

01

Partenariats complémentaires entre la société civile et l'administration publique

02

Concentration sur la compréhension des facteurs spécifiques de la déforestation et de la dégradation des forêts au niveau infranational

03

Construction sur une base de politiques et de programmes établis pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts

04

Développement d'un cadre au niveau de l'état avant de promouvoir les projets de carbone forestier

05

Engagement fort du gouverneur de l'état dans l'agenda climatique et forestier, y compris sa participation personnelle aux actions du Groupe de Travail GCF.

06

Dialogue et collaboration intersectoriels entre les secrétariats d'État et les agences de développement régional

07

Engagement des secrétaires d'état et des fonctionnaires dans l'expérimentation et l'innovation grâce à des processus des processus REDD+/LED)

08

Engagement avec les niveaux inférieurs de gouvernement, y compris les municipalités et les districts

La voie à suivre

Dans l'ensemble, le Norway Pledge avait une conception et une logique d'intervention solides, se concentrant sur la juridiction infranationale en tant qu'unité de changement et reconnaissant que la réflexion stratégique et l'expérimentation sont essentielles pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts au niveau mondial. Grâce au financement ciblé, plusieurs états ont réussi à transformer de manière substantielle l'engagement de l'ensemble de l'état dans l'agenda sur le climat et les forêts.

Ce rapport identifie les facteurs clés de succès de ces processus, notamment le soutien des cadres et des politiques au niveau de l'état et la promotion du dialogue entre les agences publiques sur les questions climatiques et forestières, que les agences de l'environnement ne peuvent pas aborder seules. Les rôles techniques et de rassemblement joués par le PNUD et l'équipe spéciale GCF ont été déterminants pour la réussite globale, tout comme le modèle de mise en œuvre qui a rassemblé les administrations publiques et les ONG environnementales.

L'intervention a encouragé une série d'innovations et l'adoption de meilleures pratiques, telles que le passage de la théorie à la pratique en matière d'inclusion sociale et de genre dans le cadre de REDD+, le développement de filières pour les produits de base sans déforestation, la promotion d'une nouvelle économie forestière ou bioéconomie, l'expérimentation de collaborations entre l'état et les communautés et de partenariats public-privé, et l'encouragement des états à développer des cadres politiques solides en matière de climat et de forêts afin de réglementer et d'orienter l'action sur le terrain.

L'impact durable du Norway Pledge dans les 35 juridictions participantes du Groupe de travail GCF varie inévitablement beaucoup, allant de juridictions où la stratégie et les plans d'investissement sont mis à jour et constituent la base de la stratégie de l'État en matière de climat et de forêts, à des juridictions où les plans sont « sur l'étagère » à la suite d'un changement politique ou d'un manque de ressources pour la mise en œuvre.

Les juridictions demandent aux donateurs internationaux de continuer à cibler les financements sur leurs aspirations en matière de climat et de forêts. Le Norway Pledge a été le premier et le plus important financement international à ce jour à se concentrer sur les juridictions infranationales à une telle échelle ; la prochaine étape consiste à développer cet important programme et à reproduire ses succès.

ANNEXE I : TABLEAU D'IMPACT

Le tableau suivant résume les résultats de haut niveau des fonds de préparation et de mise en œuvre. Pour plus de détails sur les stratégies REDD+ et LED et les plans d'investissement, voir l'Annexe II.

Country	Jurisdiction	Jurisdictional strategies developed/updated	Investment plans developed	Impact on laws, policies and regulations	Readiness phase leveraged additional funding
Brazil	Acre	✓	✓	✓	✓
	Amapá		✓	✓	✓
	Amazonas	✓		✓	✓
	Maranhão	✓		✓	✓
	Mato Grosso	✓		✓	✓
	Pará	✓		✓	✓
	Rondônia	✓	✓	✓	✓
	Roraima			✓	✓
	Tocantins	✓	✓		✓

ANNEXE I : TABLEAU D'IMPACT

Country	Jurisdiction	Jurisdictional strategies developed/updated	Investment plans developed	Impact on laws, policies and regulations	Readiness phase leveraged additional funding
Mexico	Campeche	✓	✓	✓	✓
	Chiapas	✓	✓	✓	✓
	Jalisco	✓	✓	✓	✓
	Oaxaca	✓		✓	✓
	Quintana Roo	✓	✓	✓	✓
	Tabasco	✓		✓	✓
	Yucatán	✓		✓	✓

ANNEXE I : TABLEAU D'IMPACT

Country	Jurisdiction	Jurisdictional strategies developed/updated	Investment plans developed	Impact on laws, policies and regulations	Readiness phase leveraged additional funding
Peru	Amazonas	✓	✓	✓	✓
	Huánuco	✓	✓	✓	✓
	Loreto	✓	✓	✓	✓
	Madre de Dios	✓		✓	✓
	Piura	✓	✓	✓	
	San Martín	✓	✓	✓	✓
	Ucayali	✓	✓	✓	✓

ANNEXE I : TABLEAU D'IMPACT

Country	Jurisdiction	Jurisdictional strategies developed/updated	Investment plans developed	Impact on laws, policies and regulations	Readiness phase leveraged additional funding
Colombia	Caquetá			✓	
Ecuador	Pastaza	✓		✓	✓
Nigeria	Cross River State		✓	✓	
Côte d'Ivoire	Bélier	✓		✓	
	Cavally	✓		✓	✓
Indonesia	Aceh	✓			
	Central Kalimantan	✓	✓	✓	✓
	East Kalimantan	✓	✓	✓	✓
	West Kalimantan	✓		✓	✓
	North Kalimantan	✓			
	Papua	✓			✓
	West Papua	✓	✓	✓	✓

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Le tableau suivant présente les politiques, stratégies et lois connues pour avoir été élaborées avec le soutien de l'engagement norvégien, ainsi que leur statut actuel. Cette liste n'est pas exhaustive et les résultats ne sont pas nécessairement attribuables à ce financement, car d'autres partenaires et institutions ont également apporté un soutien important au cours de cette période.

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Brazil	Acre	Plano de Agronegócios de Baixas Emissões de Carbono do Estado do Acre	Draft
		ISA Sociobiodiversidade	Approved
		ISA Regulação do Clima	Approved
		Plano Estratégico para a Piscicultura no Acre	Draft
	Amapá	Política Estadual De Clima e Incentivos aos Serviços Ambientais do Estado Do Amapá (Sistema Estadual de Clima e Incentivos aos Serviços Ambientas)	Still draft as of 2024
		Plano de Prevenção e Controle do Desmatamento, Queimadas e Incêndios Florestais (GIZ supported)	Approved in 2023
		Resolução CONAREDD+ nº 10 em 29 de Agosto de 2022 (making the state eligible to receive federal carbon payments).	Approved
	Amazonas	Minuta de Norma Regulamentadora do Subprograma de REDD+, do Programa de Clima e Carbono, Criado no Âmbito da Política do Estado do Amazonas de Serviços Ambientais	Under consideration by SEMA
		Minuta de Norma Regulamentadora do Subprograma de REDD+, do Programa de Clima e Carbono, Criado no Âmbito da Política do Estado do Amazonas de Serviços Ambientais	Draft

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Brazil	Maranhão	Política de Redução de Emissões por Desmatamento e Degradação, Conservação, Manejo Florestal Sustentável, Manutenção e Aumento dos Estoques de Carbono Florestal (REDD+), da Gestão dos Ativos Ambientais e do Pagamento por Serviços Ambientais do Estado do Maranhão, denominada de Sistema Jurisdicional de REDD+ e PSA.	Draft
	Mato Grosso	Subprograma Territórios Indígenas REM/MT	Approved
	Pará	Plano Estadual Amazônia Agora-PEAA	Approved
		Lei da Política Estadual sobre Mudanças Climáticas (PEMC)	Approved
		Política Estadual sobre Mudanças Climáticas do Pará (PEMC/PA)	Approved
		Decrees 254 and 343 upgrading ⁴ Fórum Paraense de Mudanças e Adaptação Climática (FPMAC) and defining FPIC rules and membership, respectively	Approved
		Plano Estadual de Bioeconomia do Pará (Plan Bio)	Approved
		Plano de Recuperação da Vegetação (PRVN-PA)	Approved

⁴ To better provide for the participation of representatives of Indigenous Peoples, Quilombolas, other traditional communities and family farmers.

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Brazil	Rondônia	Estratégia Estadual de REDD+ do Estado de Rondônia	Approved
		Política Estadual de Governança Climática e Serviços Ambientais – (PGSA) e cria o Sistema Estadual de Governança Climática e Serviços Ambientais (SGSA) – Lei N. 4.437 de 17 de dezembro de 2018.	Approved
		Draft and regulation of the Fórum Estadual de Mudanças Climáticas (FEMC-RO).	Prepared
	Roraima	Índice de Norma de Serviços Ambientais e Redução de Emissões por Desmatamento e Degradação, Conservação, Manejo Florestal Sustentável, Manutenção e Aumento do Estoques de Carbono Florestal (REDD+) do Estado de Roraima	Draft
Mexico	Campeche	Planeación Municipal, Ordenamiento Ecológico y Programas Ambientales: Hacia una gestión óptima del territorio. Municipio de Campeche	Draft
		Planeación Municipal, Ordenamiento Ecológico y Programas Ambientales: Hacia una gestión óptima del territorio. Municipio de Champotón	Draft
		Planeación Municipal, Ordenamiento Ecológico y Programas Ambientales: Hacia una gestión óptima del territorio. Municipio de Hopelchén	Draft

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Mexico	Chiapas	Plan Estatal de Inversiones: Para la Acción Climática en el Desarrollo Rural Sustentable de Chiapas	Draft
		Chiapas Visión 2030	Draft
	Jalisco	Plan Estatal de Inversión Como Acción para la Implementación de la Estrategia Estatal REDD+ Jalisco	Final
		Estrategia del Estado de Jalisco para la integración de la biodiversidad en los sectores agropecuario, pesquero-acuícola y forestal	Final
	Oaxaca	IUCN y Gobierno de Oaxaca 2020. Oportunidades de restauración funcional del paisaje en el Estado de Oaxaca, México	Published
		Plan de inversión para el desarrollo rural bajo en emisiones del Estado de Oaxaca 2020	Final
	Quintana Roo	Plan de Intervención AMUSUR	Final
	Tabasco	Estrategia estatal de Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación Forestal de Tabasco (EEREDD+ Tabasco)	Approved
	Yucatán	Estrategia Estatal de REDD+	Awaiting publication
		Programas de Ordenamiento Ecológico Local (POEL) for 5 municipalities (Tekax, Tzucacab, Oxkutzcab, Santa Elena y Muna)	Draft

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Peru	Amazonas	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones Región Amazonas	Approved
		Plan de Inversión	Approved
	Huánuco	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de Huánuco	Approved
		Plan de Inversión	Approved
	Loreto	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de Loreto	Approved
		Plan de Inversión	Approved
	Madre de Dios	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de Madre de Dios – Nuestra Tierra	Approved
	Piura	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de Piura	Approved
		Plan de Inversión	Approved
	San Martín	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de San Martín	Approved
		Plan de Inversión	Approved
	Ucayali	Estrategia Regional de Desarrollo Rural Bajo en Emisiones de Ucayali	Approved
		Plan de Inversión	Approved

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Colombia	Caquetá	La Guía de orientaciones y recomendaciones para las administraciones municipales de Caquetá para incluir los lineamientos de cero deforestación y adaptación al Cambio Climático en el Ordenamiento en el marco de la Sentencia 4360 de 2018” (to support municipios to comply with the regulation / sentencia)	Published
		Decree 00135 adopting the “Lineamientos Estratégicos de Política Pública para el Desarrollo Rural Sustentable del Caquetá” (2019)	Approved
Ecuador	Pastaza	Plan de Implementación y Acciones REDD+ de Pastaza	Approved
		Acuerdo Ministerial 056 (Ministerio de Ambiente y Agua del Ecuador, Autoridad Nacional REDD+)	Approved
		Updating of the ‘Ordenanza de creación del AEDSPP’ (Área Ecológica de Desarrollo Sostenible Provincial de Pastaza)	In progress
Nigeria	Cross River State	Cross River State REDD+ Investment Plan: 2021 – 2050 investment period	Approved
Côte d’Ivoire	Bélier	Plan Stratégique Régionale de Restauration de Paysages Forestiers dans la Région de Bélier	Approved
		Plan Climat Territorial	Approved
	Cavally	Plan Stratégique de Production Agricole Zéro-déforestation de la Région de Cavally	Approved

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Indonesia	Aceh	Integrated Low Emission Development Strategy in Aceh (ILEDSDA – Strategi Terpadu Pembangunan Rendah Emisi Aceh)	Final
	Central Kalimantan	REDD+ Strategy Seruyan District	Final
	East Kalimantan	Regional Regulation on Sustainable Plantation Development (Perda Pembangunan Perkebunan Berkelanjutan)	Approved
		Governor's Regulation on Recognition and Protection of Indigenous Peoples (Peraturan Gubernur tentang Pengakuan dan Perlindungan Masyarakat Hukum Adat)	Approved
		Regional Regulations on Climate Change Adaptation and Mitigation	Approved
	West Kalimantan	Mekanisme Pembagian Manfaat Dalam Kegiatan Pengurangan Emisi Dari Deforestasi Dan Degradasi Hutan Provinsi Kalimantan Barat	Final
		Penetapan Target Penurunan Emisi Dari Deforestasi Dan Degradasi Hutan Pada Kabupaten / Kota Se - Kalimantan Barat Tahun 2020 – 2030	Signed
		Perlindungan Dan Pengelolaan Ekosistem Gambut dan Mangrove	Final
		Pengelolaan Hutan Jangka Panjang di Kabupaten Kubu Raya oleh KPH Kubu Raya periode 2019-2028	Signed
		Mekanisme Penyaluran Dan Pengelolaan Dana Lingkungan Hidup Provinsi Kalimantan Barat	Final

ANNEXE II : PLANS, STRATÉGIES ET RÉGLEMENTATIONS REDD+/LED

Country	Jurisdiction	Strategies, Plans, Laws (original language)	Status
Indonesia	West Papua	REDD+ Strategy: The Province of West Papua	Approved
		Special regional regulation (Peraturan Daerah Khusus) of West Papua province No.10 of 2019, defining a development pathway that integrates all aspects and institutions that enhance the process of sustainable livelihood development)	Approved

ANNEXE III : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE PREPARATION

Le tableau suivant présente les 35 juridictions du Groupe de travail GCF qui ont reçu un financement pour la phase de préparation, y compris le titre du projet et la valeur totale de la subvention en dollars américains.

Country	Jurisdiction	CSO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Indonesia	Aceh	Fauna & Flora International	399,962	<i>An Integrated Low Emission Development Strategy for Aceh</i>
	Central Kalimantan	EII	391,314	<i>An overarching strategy for low-emission development in Central Kalimantan</i>
	East Kalimantan	TNC	325,000	<i>Mobilizing resources and building capacity for the implementation of emission reduction efforts in East Kalimantan</i>
	North Kalimantan	TNC	350,000	<i>Technical support to the implementation of low carbon development in North Kalimantan</i>
	West Kalimantan	IDH	400,000	<i>Strengthening strategy and capacity of West Kalimantan province to support national target and jurisdictional approach in reducing carbon emissions from deforestation and degradation</i>
	Papua	IDH	350,000	<i>Building Robust Jurisdictional Strategies and Investment Plans to Reduce Deforestation and Promote Low Emissions Development in Papua</i>
	West Papua	EII	337,219	<i>A strategy for green and inclusive growth in West Papua</i>

ANNEXE III : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE PREPARATION

Country	Jurisdiction	CSO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Mexico	Campeche	TNC	364,421	<i>Collaboration for the implementation of the state REDD+ strategy in Campeche</i>
	Chiapas	TNC	351,950	<i>State investment plan. Transitioning towards sustainability: A resilient and low emissions Chiapas</i>
	Jalisco	TNC	359,339	<i>State investment plan: strengthening the implementation of REDD+ in Jalisco</i>
	Oaxaca	IUCN	386,882	<i>Investment plan for low emissions rural development in the state of Oaxaca</i>
	Quintana Roo	TNC	371,350	<i>Building technical and financial capacity to a jurisdictional REDD+ strategy in Quintana Roo</i>
	Tabasco	CI	202,819	<i>Building consensus for a REDD+ strategy in the state of Tabasco</i>
	Yucatán	TNC	377,120	<i>Strengthening the implementation of the REDD+ strategy and investment plan in Yucatán</i>

ANNEXE III : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE PREPARATION

Country	Jurisdiction	CSO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Colombia	Caquetá	EII	399,148	<i>Investment plan to Support the low emissions development strategy in Caquetá: A productive, sustainable and peaceful territory</i>
Ecuador	Pastaza	NCI	398,035	<i>Developing an implementation plan for REDD+ actions and measures in the province of Pastaza</i>
Peru	Amazonas	EII	389,996	<i>Planning low emission rural development: participatory design for a strategy and investment plan to promote low emissions rural development and reduce deforestation in the region of Amazonas</i>
	Huánuco	EII	389,889	<i>Planning low emission rural development: participatory design for a strategy and investment plan to promote low emissions rural development and reduce deforestation in the region of Huánuco</i>
	Loreto	EII	399,284	<i>Participatory design of a strategy and plan to promote low emissions rural development and reduce deforestation in the region of Loreto: preserving forests and benefiting the population</i>
	Madre de Dios	WWF	200,000	<i>Participatory Development of a jurisdictional strategy and investment plan for low emissions rural development: reducing deforestation, strengthening leadership of the regional government of Madre de Dios</i>

ANNEXE III : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE PREPARATION

Country	Jurisdiction	CSO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Peru	Piura	EII	389,140	<i>Planning low emission rural development: participatory design for a strategy and investment plan to promote low emissions rural development and reduce deforestation in the region of Piura</i>
	San Martin	EII	389,301	<i>Building an investment plan to promote low emissions rural development in the region of San Martín with a focus on production, protection, and inclusion</i>
	Ucayali	EII	389,996	<i>Building and promoting low emissions rural development in the region of Ucayali with a focus on production, protection, and inclusion</i>
Brazil	Acre	EII	388,250	<i>Strengthening the SISA in Acre: improving its programs and valuing the assets and financial sustainability of a low emissions economy</i>
	Amapá	CI	398,401	<i>Forests for climate: a jurisdictional REDD+ and environmental services system in Amapá</i>
	Amazonas	FAS	372,425	<i>Regulation and Implementation of the State Environmental Services Law of Amazonas, Brazil</i>
	Maranhão	IPAM	400,000	<i>Valuing environmental assets in Maranhão: a jurisdictional REDD+ system</i>
	Mato Grosso	ICV	399,448	<i>Valuing the forests of Mato Grosso</i>
	Pará	TNC	400,000	<i>Structuring a transition to a low carbon economy in Pará</i>

ANNEXE III : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE PREPARATION

Country	Jurisdiction	CSO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Brazil	Rondônia	BVRio	365,109	<i>Climate government for the state of Rondônia</i>
	Roraima	IPAM	400,000	<i>Roraima for the planet: developing a jurisdictional REDD+ system</i>
	Tocantins	IDESAM	372,120	<i>Sustainable country – implementing a sustainable product strategy in Tocantins</i>
Côte d'Ivoire	Bélier	UNDP	150,000	<i>Development of a strategic plan for sustainable agricultural production and restoration of forest landscapes in the regions of Bélier and Cavally</i>
	Cavally	UNDP	150,000	<i>Development of a strategic plan for sustainable agricultural production and restoration of forest landscapes in the regions of Bélier and Cavally</i>
Nigeria	Cross River State	UNDP	399,710	<i>Implementation of REDD+ in Cross River State</i>

ANNEXE IV : SUBVENTIONS DE LA PHASE DE MISE EN ŒUVRE

Country	Jurisdiction	NGO Partner	Value (US\$)	Project title <i>(Translated from Spanish / Portuguese / French)</i>
Brazil	Pará	TNC	1,200,000	<i>Preparing a Carbon-neutral Sustainable Territory</i>
Ecuador	Pastaza	NCI	914,892	<i>Joint implementation between the Provincial Government and the Indigenous Nationalities of Pastaza, to reduce deforestation and conserve the Province's natural ecosystems</i>
Indonesia	West Kalimantan	IDH	1,426,491	<i>Jurisdictional Model Implementation in Kubu Raya towards Subnational Contribution for REDD+ and National NDCs</i>
Mexico	Jalisco	FONNOR	849,998	<i>Deforestation-free meat in free-grazing systems: a model for production and commercialization in Jalisco</i>
	Yucatán	WWF	614,883	<i>Actions to implement the State REDD+ Strategy (EEREDD+) in the State of Yucatán for public-private investments into sustainable rural development: sustainable enterprises in Mayan maize, apiculture, as well as biocultural and innovative PES.</i>
			TOTAL: 5,506,264	